



#IEE60

CARTE BLANCHE

Réflexion collective '60 ans en 6000 signes' dans le cadre du soixantième anniversaire de l'IEE-ULB

En 2024, l'Institut d'études européennes de l'ULB (IEE-ULB) a soixante ans ! Pour scander cette année anniversaire et très « européenne », il convie ses membres à réfléchir à des questions fondatrices de l'intégration européenne en 1964 et toujours d'actualité en 2024. Dans une forme courte et accessible, nos chercheurs proposent un portrait en mosaïque de l'Europe, entre continuités et mutations. Les auteurs sont libres de leurs propos qui ne représentent pas une position officielle de l'IEE-ULB.

Quand l'Europe (re)commence par la culture...

François Foret

Professeur de science politique, président de l'Institut d'études européennes, chercheur au Cevipol, ULB

Les difficultés de légitimation d'une Europe bâtie sur les intérêts suscitent fréquemment des tentations d'une intégration passant davantage par la culture. Est-ce une voie praticable pour (re)faire l'histoire?

Challenges met by the legitimization of European integration relying primarily on interests create regrets and temptations of an integration through culture. Is this a realistic way to (re)write history?

En ce 26 octobre 2024, la tension est à son comble autour de la salle du Conseil européen. Après quatre mois de négociations infructueuses, l'incertitude demeure sur la personne amenée à exercer la présidence de la Commission européenne et, par ricochet, sur l'identité des autres hauts dirigeants de l'UE (président-e du Conseil européen, Haut-e Représentant-e pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, président-e du Parlement européen) dans le subtil jeu d'équilibre entre nationalités et étiquettes partisans. La candidature d'Ursula Von der Leyen à un second mandat s'est heurtée aux divisions entre Etats membres et à la polarisation du Parlement européen issu des élections de juin 2024 sur la guerre russo-ukrainienne, la politique environnementale, économique et sociale, la régulation des technologies et la désaffection démocratique. Les discussions sont dans l'impasse. C'est alors qu'un conseiller du président français Emmanuel Macron lui chuchote : « Souvenez-vous de 1965... » en lui glissant une fiche.

En ce 30 juin 1965 commence ce que l'histoire retiendra comme « la crise de la chaise vide ». Le président de la République Française Charles de Gaulle s'oppose aux propositions du président de la Commission Walter Hallstein d'aller en direction d'une Europe fédérale, notamment en renforçant la règle majoritaire au détriment du principe de l'unanimité au sein du Conseil des ministres et en assurant aux Communautés des ressources propres. Le retrait français des négociations va durer près de six mois. Alors que l'on s'achemine vers un laborieux accord sacrifiant l'élan européen au plus petit dénominateur commun des intérêts nationaux, de Gaulle renverse à nouveau la table en poussant, sur la suggestion de son ministre de la culture André Malraux, à la désignation d'un nouveau président de la Commission : Romain Gary.



CEVIPOL

Le choix est fortement symbolique. Diplomate jusqu'au début des années 60, Gary (né Roman Kacew) se consacre alors pleinement à sa carrière d'écrivain en tant qu'artiste en résidence à l'Institut d'études européennes de l'ULB récemment créé. Il incarne à lui seul de multiples facettes de la mémoire européenne. D'origine russo-estonienne et de confession juive, polyglotte, il est devenu le héraut de la France. Aviateur, héros de guerre, résistant, il a une conscience aiguë des génocides du deuxième conflit mondial exprimée notamment dans ses romans "Les racines du Ciel", "Le Grand vestiaire" ou "Les Couleurs du jour". Sa réinvention constante de lui-même, illustrée par la réécriture de son livre emblématique "Education européenne" en 1944 et 1956 et, plus encore, par sa seconde carrière littéraire sous le pseudonyme d'Emile Ajar, évoque la capacité de l'Europe à renaître de ses cendres en trouvant de nouveaux avatars. Dans ses productions écrites et cinématographiques, Gary questionne des sujets encore tabous dans des sociétés européennes conservatrices comme le genre, le sexe, la parentalité, le grand âge, la fin de vie, les identités ethniques ou la diversité des héritages. Sa vie aussi épique que son œuvre et son succès jusqu'à Hollywood en font une icône de la « youth culture » émergente.

La trace laissée par Gary en tant que président de la Commission sera profonde. D'emblée, d'une manière inédite, il impose le magistère de son verbe et rend « l'Europe » audible et attractive. Il synthétise patriotisme et cosmopolitisme et dépasse l'antagonisme entre logiques supranationale et intergouvernementale. Il remet la figure du migrant et de l'intellectuel au cœur de l'Européanité. Il favorise l'adhésion rapide des Britanniques, aux côtés de qui il a combattu, aux Communautés. Il soutient une politique économique interventionniste pour contrôler et guider le marché et encourager l'innovation. Il jette des ponts vers l'Europe orientale qui contribueront plus tard à la chute du communisme et à la réunification du continent. L'homme de lettres qu'il est resté soutient fortement la traduction des livres et la diffusion des œuvres audiovisuelles en version originale, densifiant ainsi considérablement les interactions culturelles entre Européens. Il impulse la mobilité étudiante (connue plus tard sous le nom d'Erasmus) qui devient un phénomène de masse en à peine une génération. Aux yeux du reste du monde, Gary incarne très vite une nouvelle Renaissance européenne.

Retour en ce 26 octobre 2024. Après avoir terminé la lecture de la fiche, Emmanuel Macron médite quelques instants, toussote pour s'éclaircir la voix puis ouvre son micro et demande à ses homologues du Conseil européen : « Quelqu'un aurait le numéro de téléphone de Robert Ménasse ? ».

Les choses ne se sont pas tout à fait passées comme cela. Jean Monnet n'a jamais dit que, si c'était à refaire, l'Europe devrait (re)commencer par la culture. L'intégration par l'engrenage des intérêts a montré à la fois sa portée et ses limites. L'européanisation des identités est un processus avéré, mais lent, dont l'accélération ne dépend pas d'un « homme providentiel ». Le politique ne peut – et en termes démocratiques, ne doit certainement pas – être l'ingénieur du social. Il n'est cependant pas interdit de refaire l'histoire à des fins heuristiques pour réfléchir aux alternatives présentes et futures...

